

Jacques Demarcq

Les pauvres n'ont pas d'avenir

extrait de la revue *de(s)générations*
n° 5, fév. 2008 : « crispations identitaires »

Abandonné à 6 mois par mes géniteurs, j'ai été élevé, pour l'essentiel, par un « grand-père » d'autant plus merveilleux qu'il n'y avait entre nous aucun lien sanguinaire. Qui plus est, l'idée de me transmettre un quelconque héritage ne l'a jamais effleuré : il avait un fils, des petits-enfants. C'est dire que les notions de famille, tribu, patrie, race, me sont congénitalement étrangères. Et je ne comprends pas plus qui me jette ses origines à la figure que je ne supporterais d'un religieux qu'il m'impose sa façon de manger.

Plus tard, j'ai fait des études : d'abord pour échapper à mes géniteurs qui m'avaient repris quand j'avais 12 ans, mon grand-père étant malade et allant mourir 3 ans plus tard ; puis assez vite avec l'idée de ne pas servir, ni mes non-parents qui attendaient que je travaille et leur rapporte la monnaie, ni plus généralement la société. Premier en maths au lycée, j'ai choisi la voie littéraire, et à l'université me suis tourné vers la poésie : ça, au moins, ça ne risque pas de servir. Les discours philosophiques peuvent aider quelques *happy* ou *unhappy few* à se bercer de l'illusion de mieux comprendre la vie, mais sûrement pas mes poèmes volages accompagnés vocalement d'oiseaux aussi volatiles que l'est la vie ! Bref, je suis devenu un gentil parasite social et je n'y vois aucun mal ni le moindre héroïsme. Je saisis la chance de vivre, c'est déjà beaucoup. N'attendant nulle récompense, on est libre.

Le plus difficile à entendre, sûrement, c'est que ce n'est pas moi qui m'exprime dans ces poèmes, mais des fictions délibérées, d'autres *je* qui jouent à être eux ou moi ou quelque autre, et souvent plusieurs à la fois, si bien qu'ils ont du mal à s'y reconnaître. Écrivant, je perds toute identité. *Je* n'est pas 1 autre, il est une troupe de caméléons prenant les formes (d'écriture) les plus diverses dans des situations (de vie) variées. Le paradoxe, c'est qu'admettant cela, je sais presque qui je suis : le joueur et jouet d'habiles contradictions, sensible et réticent aux constructions rhétoriques. Ne soyons que sensible pour une fois.

La société sans classes

Uniquement en tant que moi-même, je puis réfléchir sur des « crispations identitaires » qui rendent tant de monde malheureux : à se croire plus de droits que d'autres assortis de multiples devoirs envers des semblables. Ne croyant à rien moins qu'à l'hypocrisie d'un destin collectif, je peux jeter un regard détendu sur lesdites crispations.

Notons qu'elles datent d'une époque – depuis les années 1980, disons – de progrès scientifico-technique intense (en biologie, en informatique) et d'espérance sociale nulle, voire régressive. Une idéologie plus stalinienne que libérale de l'efficacité a écrabouillé de son stakhanovisme l'idéal humaniste de développement personnel qui prévalait encore dans l'enseignement, coinçant du même coup l'ascenseur social qui permettait à quelques pauvres, les chanceux qui avaient su se saisir, d'échapper à leur origine. Bien sûr, c'est moins les pauvres qui ont changé que la bourgeoisie contrôlant l'éducation. Elle ne croit plus aux valeurs humanistes, parce que sa fortune n'en dépend plus. Jusqu'aux années 1960, la réussite bourgeoise reposait sur la création d'entreprises industrielles, certes exploitant leurs employés, mais contribuant à l'amélioration du bien être général : les machines aidant au transport, au travail, aux tâches ménagères, etc. Aujourd'hui, les avancées techniques touchent l'immatériel (l'information, la gestion) ou l'infinitésimal (la génétique), et la fabrication de produits qui n'innovent plus guère est dévolue à la Chine communiste, à l'Inde des castes, à des dictatures bien établies, à l'Europe ex-soviétique. L'entrepreneur se contente d'être « créateur de richesses », comme dit la présidente du Medef, usant de cette novlangue décryptée par Orwell dans *1984*. En clair, c'est avouer que le capitalisme occidental ne repose plus que sur les profits boursiers, c'est-à-dire la création de rien, hormis des kyrielles de zéros à la banque. Pour s'enrichir, il suffit d'une mentalité de prédateur et d'apprendre les techniques de chasse. Les programmes scolaires sont à l'aune cet idéal primitif : exclusion des chiens, soumission des toutous, formation ciblée pour les loups – que des enquêtes repèrent dès la maternelle.

Ensuite, les chefs cultivent leur inculture, côtoyant la valetaille et la pègre dans les stades, se régaland des mêmes vulgarités médiatiques, ne se souciant que de montrer leurs muscles symboliques. La dignité de classe, que montraient les pauvres comme les riches, a été remplacée par le prix différent auquel on paie sa place ici ou là, sa paire de godasses, sa caisse ou son 4 x 4, voire la pute,

réelle ou fantasmée sur vidéo, qui permet à chacun de s'oublier. La consommation étant la grande consolation, les Français ont ainsi pu élire qui leur promettait de trimer plus et payer davantage de TVA – « sociale », ô novlangue ! – sur leurs achats plus chers donc plus désirables.

Le problème avec les pauvres, c'est qu'ils ont parfois un regain de dignité. Les riches n'ont pas ce souci, dopés par leur réussite. Mais qui s'échine toute sa vie, s'il redresse la tête et regarde autour de lui, gare ! L'humanité est mal faite. Pour l'améliorer, le XIX^e siècle avait la religion. Avec la télé, la conquête spatiale, le fourbi consumériste, il fallait moderniser la recette : remplacer les mythes par de l'histoire. Le féodal Staline avait montré la voie en divisant sa société « sans classe » en nationalités – dont une juive ! L'empire soviétique a implosé, mais il a duré plus longtemps que celui du tribal Hitler qui éradiquait les différences par le vide. Ces totalitarismes avaient des vues étroites comme on sait ; plus larges d'esprit, nos démocraties postindustrielles ont étendu la supercherie, substituant à la conscience de classe – produit de l'industrialisation – des images identitaires gavées d'inconscient collectif.

Ça marche d'autant mieux que les pauvres, sans le miroir aux alouettes d'une aléatoire ascension sociale, ne se voient plus d'avenir. Il peut leur arriver, jeunes, de jouir de leur corps : à l'occasion d'une fête, d'un amour, d'une compétition sportive ou d'une bagarre. Mais dès qu'ils entrent dans la réalité sociale, par le travail ou l'école qui y prépare, le présent n'est qu'un empilement de frustrations. Reste alors ce qui n'existe pas, n'a aucune espèce de matérialité, et n'en est que plus facile à manipuler : le passé, l'histoire fantasmée, la fiction d'un groupe dotant le moindre anonyme d'un blason mental ajouté au logo déjà visible sur son blouson. Et le natif de Souche (Meuse-Atlantique-de-Provence) comme le descendant d'esclaves, le cousin de gazés ou d'enfermés à Gaza, tous – et le Basque en baskets, le Breton fest-noz – de redresser la tête pour regarder droit derrière eux, et se tordre le cou. Quoi de plus paisibles pour une société que des individus qui réclament un passé. Certes, à vivre déjà dans une tombe, il en est qui poussent la logique jusqu'à se faire sauter dans la foule pour rejoindre le paradis des ancêtres. Des anarcho-fascistes ! Mais c'est l'exception.

Le quotidien médiatique est plus pernicieux. Qu'un gouvernement démocratique agite le chiffon rouge de l'origine et les intellectuels tête la première, poussés par la presse, de foncer droit dans le panneau. L'ADN par exemple, c'est imparable : de l'identité crispée en barres génétiques torsadées sous l'ana-

lyse électronique. Deux semaines que cette guignolade fait les titres. Dans six mois on aura oublié. Mais cette diversion aura permis au gouvernement de réviser peinarde le code du travail, rendant peut-être passibles d'une simple réprimande (comment savoir ?) les entreprises employant des clandestins sans gênes. Les deux codes (génétique, du travail) sont évidemment liés. Et le déficit de la Sécu, creusé par le travail au noir. Mais les syndicats n'osent pas lever de tels lièvres : moins parce que les natifs de Souche verraient d'un sale œil qu'on se préoccupe d'étrangers que parce qu'ils savent bien, la gauche, les syndicats, que sans la surexploitation d'une colonie intérieure d'immigrés les Souchets perdraient leurs derniers avantages, voire leur emploi.

Démocratie ou république

Où l'utopie communiste a échoué, le communautarisme fantasmagorique a réussi : à gommer la conscience de classe. Les paumés de Souche (M-A-P) se rallient à un millionnaire borgne, comme leurs voisins de Sars-el-Oued (Tarn-et-Marne) écoutent un milliardaire barbu, pareillement antisémite. L'image du juif – tous des poètes au quotidien, avec leur formalisme et leur incroyable bouquin ! – donne toujours le bulletin de santé d'une société ; c'est même pourquoi un État juif serait une hérésie s'il n'y avait des Israéliens musulmans et encore plus d'athées. Mais passons. Le communautarisme, j'en ai peur, est consubstantiel à la démocratie. Israël est démocratique. L'antique modèle athénien reposait sur une franche inégalité : une minorité de citoyens mâles décidait pour les femmes, les métèques et une majorité d'esclaves ; et les politiciens roucoulaient à l'agora, comme aujourd'hui à la télé. Les plus vieilles démocraties modernes, qui ont mieux résisté aux totalitarismes des années 1930-1940 – le Royaume-Uni, les États-Unis – fondent leur unité sur une division d'après l'origine : ici Écossais, Gallois, Pakistanais, etc. ; là Afro-Américains, Hispaniques, Italiens, Polonais, Asiatiques, sans compter les subdivisions par secte. Aux émeutes près, devenues rares, le système fonctionne plutôt bien, puisque le propre de la démocratie est de savoir gérer la société – au profit des dominants. La liberté d'expression huile les rouages les plus tordus.

La république, c'est différent. Elle oublie le passé et gère d'autant plus mal le présent qu'elle a des projets : souvent redoutables (conquêtes de Bonaparte, colonialisme), parfois louables (l'éducation laïque par exemple). L'idée républicaine est la cause du retard qu'a pris la France pour s'adapter à l'âge postindus-

triel du boursicotage mondialisé. Il faut dire que le gaullisme avait encore des projets (surtout industriels) et même le mitterrandisme (la construction de palais culturels, la démolition de l'école). Mais ça va, fini la république ! Nous sommes en démocratie. La preuve : l'insécurité. L'ouverture sur le monde avec des frontières aux portes d'immeuble, et des œillères à chaque cerveau.

Les intellectuels aiment la démocratie : l'agora est leur affaire. Il faut être un poète rétrograde pour penser que chaque enfant, quels que soient ses parents, doit sortir de l'école en sachant parfaitement lire, écrire, compter, avec des notions d'histoire et de géographie ; que le travail clandestin doit être réprimé et tout patron payer ses cotisations sociales ; que le libéralisme doit s'appliquer à l'agriculture et que ne plus subventionner les exportations pourrait donner une chance aux paysans africains de s'en sortir ; que la réduction à 3 000 des 36 000 communes françaises diminuerait les querelles de clocher et ferait faire des économies à l'administration ; que l'État peut en revanche se payer le luxe d'entretenir le Musée du Louvre sans brader ses collections pour quelques pétrodollars ; que la liberté religieuse s'arrête à celle des filles d'épouser qui leur plaît et des femmes de ne pas se cloîtrer sous un sac ; qu'un souci d'occupation rentable de l'espace urbain inciterait à construire des logements sociaux en place et lieu d'églises aussi vides de touristes que de fidèles ; que la conquête rapide de Monaco redonnerait de l'enthousiasme à nos armées et de la crédibilité à la diplomatie ; que la télévision est une drogue et doit être taxée, selon le degré de vulgarité, au même titre que l'alcool et le tabac ; que l'automobile aussi tue et empoisonne ; que la naissance d'un enfant doit s'assortir d'une année sabbatique – tout se joue avant 3 ans – mais qu'au quatrième les parents n'auront plus droit à aucune aide ; qu'une TVA à taux 0 permettrait à tous de payer des impôts progressifs sur le revenu ; etc., etc. Autant de pauvres propositions sans avenir, puisqu'elles contreviennent à la démocratie.

(2-4 octobre 2007)